

CONTRE L'ETAT ET LE CAPITAL, GESTION DIRECTE !

EDITO

Grâce aux aides concédées par les Etats et aux sacrifices imposés aux salarié-es, les banques et les grandes entreprises ont dans le pire des cas maintenu leurs résultats et assez souvent l'ont même amélioré. Etats, banquiers et patrons ont de quoi se réjouir : la crise financière leur a donné l'occasion de vidanger les stocks de marchandises et de main d'œuvre et de tailler encore plus de brèches dans un droit du travail de plus en plus malmené.

Les salarié-es qui commençaient à réclamer leur part des profits colossaux accumulés par des actionnaires toujours plus voraces viennent de prendre un fameux coup de bambou. La « Crise » a été le prétexte pour calmer les ardeurs des gagne-petits. Et quand les coups de bambou ne suffisent pas ce sont les coups de matraque qui s'abattent sur les récalcitrants.

Chez Freescale à Toulouse, après 5 semaines de grève pour obtenir l'ouverture de négociations sur les indemnités de licenciement, la direction répond par des provocations incessantes à l'encontre des grévistes et par la mise à pied de syndicalistes (cfdt et cgt) qui ont participé active-

ment au comité de grève. Après les interventions quotidiennes de la police pour protéger les jaunes, c'est le mépris et la répression.

Travaille et ferme ta gueule, si t'es viré casse-toi sans demander ton reste ! Et si en plus t'es sans papiers, tu prends l'avion et tu dégages...

Comme si ça ne suffisait pas, le gouvernement continue sans la moindre hésitation à déconstruire ce que plus d'un siècle de luttes sociales avaient permis de gagner : Santé Publique et Sécurité Sociale, services publics qui passent des usagers aux clients,...

Pour mieux faire passer la pilule, diversions et rideaux de fumées se multiplient, orchestrés par les professionnels de la gesticulation politico-médiatique. Pour amuser la galerie et préparer les prochaines élections régionales, on nous fait le coup du grand débat sur l'identité nationale ! Au fait, vous avez remarqué : on ne parle plus de la grippe A ! Faut dire que ce serait dommage pour la reprise

économique : pendant les licenciements l'industrie tourne à fond ! Les constructeurs automobiles, donnés moribonds il y a quelques mois, font péter les scores. Pas question de gripper la pompe à fric !

Verts, rouges, roses, bleu horizon ou nazillons, nous n'avons rien à espérer des politiciens de toutes obédiences : ils sont tous partie prenante du système qui les nourrit et qu'ils se gardent bien de contester sur le fond.

A la CGA, nous sommes résolument persuadés qu'il n'y a pas d'alternative possible si l'on fait l'économie de la conscience de classe et de la Révolution Sociale. A bientôt donc dans des luttes que nous souhaitons conscientes politiquement, libertaires dans leurs pratiques et révolutionnaires dans leurs perspectives.

Bonne lecture et Vive la Sociale !

CONVERGENCE DES LUTTES : FAISONS DÉRAILLER LE TRAIN-TRAIN !

Chaque année où des mouvements sociaux se déclenchent, les syndicats alternatifs nous ressortent de leur tiroir leur rengaine sur la convergence des luttes. L'idée en soit serait même plutôt séduisante, si elle n'était pas à la fois incantatoire et dénuée de substance.

Il s'agit ici de faire une critique constructive de cette démarche, souvent impulsée par des syndicats dits « de lutte » qui vise si on en croit leurs porte-drapeau à faire se regrouper des luttes afin d'être « plus nombreux, donc plus forts face aux gouvernements ». La convergence des luttes se borne à cet égard souvent à tenter de faire juxtaposer des luttes à caractère corporatiste dans l'espoir qu'une multiplication des fronts soit porteuse de victoires sociales. Sans caricaturer non plus ces organisations en leur prêtant une analyse indigente, nous ne pouvons que mettre en exergue les limites du « tous ensemble » comme une volonté unitaire nivelée par le compromis, vide de sens révolutionnaire, à défaut d'avoir une direction au mieux réformiste.

Tentative de bilan critique de la « convergence des luttes »

D'aucuns mettront en exergue en premier lieu, que si la convergence des luttes ne prend pas réellement, c'est du

fait du blocage systématique des bureaucraties syndicales. On ne peut effectivement qu'abonder dans ce sens, en ne se privant pas néanmoins de préciser que c'est là leur raison d'exister en tentant aujourd'hui de garder le monopole de l'expression des mécontentements. Pour cela il leur faut canaliser toute forme de révolte qui entendrait se soustraire ici et maintenant à leurs directives, colorisées de paritarisme et de collaboration de classe.

Aujourd'hui, même si la démarche visant à appeler à la convergence des luttes apparaît comme l'unique forme, se voulant radicale, d'un dépassement de la spirale de défaite dans laquelle est embourbée le mouvement social, elle n'en sort pas pour autant des formes figées de la contestation. Elle reste diligentée souvent par des appareils syndicaux, même s'il s'agit d'appareils alternatifs comme les SUD.

Malgré tout, on peut apporter à ce propos critique, une touche d'optimisme, du fait que dans de nombreuses grandes villes des tentatives de dépassement de ces formes figées de la lutte ont eu lieu au printemps dernier. Ces tentatives peuvent être illustrées par un recours récurrent aux blocages économiques portant la volonté de vraiment faire mal au système en neutralisant ponctuellement ses flux économiques et humains (gares,

transports, voies publiques, routes...) Et même si on peut toujours en relativiser l'impact, ces actions entendaient porter atteinte à l'impunité économique et à l'apparente pacification sociale. Pour le coup, de même que pour les comités d'usagers solidaires des grévistes du rail, il s'agit plus d'actions menées par des militants actifs des divers secteurs en lutte que d'une réelle convergence. On pourra toujours nous objecter leur caractère minoritaire, et le peu de résonance qu'elles ont pu avoir chez les autres salariés où précaires, elles ont en tous cas régulièrement pris pour cible le système économique et son protecteur étatique, et représentent clairement une tentative de sortir d'une forme de contestation sclérosée.

Dans ce sens, des collectifs comme l'Interlutte à Toulouse, ont vu le jour. Ce collectif avait pour modeste ambition d'ouvrir un espace de rencontre pour les divers acteurs des luttes, comme préalable à toute convergence. L'Interlutte a ainsi tenté par le maintien d'assemblées générales hebdomadaires, et une articulation quasi systématique entre réflexions et actions directes, de faire émerger une pratique autonome de la lutte sociale anti-catégorielle plus que inter-catégorielle.

Nous ne pouvons pas non plus éluder les luttes ouvrières où d'autres formes de liens ont été tissés, même s'ils

Suite de la page 1...

n'ont pas pris le nom de « convergence ». Là aussi, même si les pressions et la répression ont eu raison de la résistance des ouvriers en grève, ces derniers n'en ont pas moins tenté et souvent réussi de construire des ponts entre leur lutte respective comme on a pu le voir entre les ouvriers de Freescale et de Molex, où les grévistes se rendaient régulièrement aux piquets de grève des uns et des autres. Pour citer un autre exemple, il y eut aussi les tentatives de regroupement des usines en luttes du secteur des métaux, souvent impulsée par des syndicats oppositionnels de la CGT. Cela en fit souvent une pratique de solidarité émanant de la base plus qu'une convergence, qui entendait extirper la lutte de son isolement aussi généré par la totale incurie des divers syndicats. Cela permit entre autres de mettre en avant autre chose que la revendication locale, de raviver l'affrontement de classe en mettant en avant la solidarité ouvrière contre les patrons, voyous ou pas, sans oublier au passage les parasites actionnaires.

Penser le dépassement

Ces exemples, aussi différents que la solidarité de classe, ou les collectifs d'individus en lutte, nous incite à entrevoir et penser un

dépassement des formes figées de la contestation. Cela signifie œuvrer pour un dépassement des syndicats qui trop souvent entretiennent la pacification des conflits sociaux. Pourtant, historiquement les Bourses du travail regroupant les syndicats locaux dans un esprit interprofessionnel, portaient réellement un dépassement du corporatisme. Aujourd'hui à l'intérieur d'une même confédération, il ne reste plus que des traces de cette solidarité interprofessionnelle.

Nous devons alors défendre l'autonomie des luttes, seule possibilité d'avoir un maximum de chances de gagner.

L'objectif ne doit donc pas se borner au « tous ensemble » cher à l'extrême gauche, mais porter en lui le mépris de l'autorité, identifier les ennemis et vouloir en finir avec eux et le monde catastrophique qu'ils gouvernent. Voici l'horizon vers lequel doivent tendre nos combats, et ce sans aucune espèce de croyance en un grand soir messianique.

Le constat est que les divers mouvements portant l'idée de convergence, tout aussi sincères furent-ils, n'ont en rien sorti la contestation du chemin que lui a balisé le pouvoir, l'encristant encore plus dans la spirale de la régression sociale. Plus que d'une convergence nous avons régulièrement affaire à de la juxtaposition, au nom d'attaques ayant la

même source, mais en ne mettant que trop rarement en cause l'aspect corporatiste. Même du côté des luttes étudiantes, qui sont encore des espaces propices à l'expression révolutionnaire où la volonté de converger semble la plus affûtée, le corpus revendicatif reste malgré tout beaucoup trop catégoriel.

Tout cela fait de la « convergences des luttes » telle qu'elle est portée, une somme de couleuvres avalées au nom de la sacro-sainte unité et du nombre qu'elle porterait en elle.

Les regroupements doivent se faire hors du compromis et en pensant la convergence non pas comme le moyen de satisfaire les diverses revendications catégorielles portées par les secteurs en lutte mais comme la méthode qui fait voler en éclat le repli corporatiste, impasse du mouvement social, et permet de porter le fer classe contre classe, par une pratique désaliénée.

Même si la situation actuelle du mouvement social ne paraît pas propice à une réalisation effective de ce dépassement des formes de lutte figées, comme de celui des syndicats qui canalisent bon an mal an les colères, les antagonismes de classe apparaissent néanmoins comme plus que jamais à vif.

De recomposition de la gauche en création

de nouveau parti, les politiciens entretiennent les illusions démocratiques et essaient de surfer sur la vague des mécontentements et de la misère sociale. Un autre futur passera par un autre biais, par la capacité des individus à s'auto-organiser en dehors et contre la politique.

Ainsi, la radicalisation des luttes ouvrières avec l'identification du patron comme un ennemi, le retour d'« illégalismes » mettant la lumière sur des conditions d'existence de plus en plus insoutenables et l'intensification des luttes à caractère autogestionnaire représentent diverses tentatives de répondre à la violence de l'Etat et du capital, même si elles sont peu fructueuses pour le moment. Ces tentatives sont encourageantes et doivent servir de base pour les conflits à venir en gardant comme pratique l'interaction constante entre les objectifs émancipateurs qu'on se fixe et les moyens autogérés auxquels on recourt.

Groupe Albert Camus

L'ÉTAT ET LES PATRONS ORGANISENT LA CASSE DE LA SÉCU ! GÉRONNS LÀ SANS ÉTAT NI PATRONS !

LUTTER CONTRE LA CASSE DE LA SÉCU : QUAND LE PASSÉ NOUS OUVRE DES PERSPECTIVES

La présentation du rapport de la commission des comptes de la Sécurité Sociale en septembre a été l'occasion d'une nouvelle campagne de presse de la part du gouvernement sur le « déficit structurel » qu'aurait la Sécurité Sociale, le fameux « trou de la sécu », qui représenterait cette année une somme sans précédent : plus de 30 milliards d'euros. Or, ce « trou de la sécu » est un mythe comptable.

S'appuyant sur ce chiffre, gouvernements et patronat percent une nouvelle brèche dans la sécu avec l'annonce de l'augmentation du forfait hospitalier. Les déclarations gouvernementales laissent également entrevoir une nouvelle vague de déremboursement. Enfin, il s'agit de justifier et préparer le terrain à l'application de la loi Fillon prévoyant l'allongement de la durée de cotisation de 40 à 41 annuités en 2009.

L'acceptation forcée par l'Etat et le patronat d'un système de sécurité sociale fondé sur un principe de socialisation des risques, est le fruit du rapport de force.

Le patronat n'a eu de cesse de combattre depuis ce qu'il considérait inacceptable car touchant à ses intérêts : la socialisation (partielle) des risques, et sa participation contrainte au financement de cette socialisation, par les cotisations patronales. Pour cela, le patronat s'appuie sur l'Etat, ce qui lui a permis de soustraire la sécu au contrôle syndical à ses débuts, mais aussi sur la bureaucratie syndicale qui lui a permis de saboter progressivement la sécu.

L'objectif était d'accroître la part des richesses volées au travailleurs, au profit du capital. En effet, s'attaquer à la part socialisée du salaire (cotisations sociales) est moins visible car elle ne porte non pas sur le salaire net mais sur le salaire brut.

Les attaques se traduisent par une baisse des prestations sociales : déremboursements, baisse des allocations chômage, transfert de la charge de la solidarité sociale aux seul(e)s travailleuses et travailleurs, par le biais de la franchise médicale, de la franchise hospita-

lière, de l'exonération de cotisation patronale. Nous payons donc à de multiples reprises : d'abord par nos cotisations salariales. Puis, directement par les franchises médicales et hospitalières. Mais encore comme contribuables en payant par l'impôt la compensation des exonérations de cotisations patronales. Et enfin, à travers les cotisations pour les mutuelles qui compensent les déremboursements ou l'insuffisance de prise en charge par la sécu.

A cela s'ajoute la sous déclaration des accidents du travail qui reporte sur la sécu (arrêts maladie) ce qui devrait être payé exclusivement par les patrons

N'oublions pas les attaques sur les retraites (cotiser plus longtemps pour des retraites de plus en plus faibles) et sur l'assurance chômage, en subissant les politiques de flicage des chômeurs, de radiations abusives. Et c'est un gigantesque holdup patronal qui se dessine !!

Ce dernier vise à attribuer au capital une part toujours plus grande des richesses créées : il s'agit de reprendre ce que la lutte des classes l'a contraint à nous rendre, à nous les producteurs et productrices. Il s'agit aussi de remettre dans le circuit financier ce qui lui échappe (comme la répartition) pour en faire une source juteuse de profit et de spéculation (la capitalisation) pour les assurances, pour les spéculateurs boursiers captant ainsi d'immenses masses d'argent.

Réaffirmons que, pour nous, notre santé, la solidarité face aux difficultés de l'existence n'est pas un coût, mais une richesse ! Ce qui nous coûte, c'est le profit, qui se fait au détriment de notre vie et de notre santé. La santé et la retraite ne sont un coût que pour les patrons et les actionnaires, et ce coût est encore loin d'être à la hauteur de ce qu'ils nous volent en nous exploitant !

Sam, Lyon

Les attaques actuelles sont avant tout ciblées contre les classes populaires. Pour nous, il est évident qu'il faut combattre ces attaques mais avec une critique du système actuel. Pour cela il nous faut faire un petit saut dans le temps afin de comprendre pourquoi la défense de la sécurité sociale est primordiale mais qu'on ne peut se contenter de cet organisme officialisé en 1945.

Pour certains défenseurs de la sécu, le principal argument repose sur le fait qu'elle est un héritage du CNR et qu'elle représente un acquis social incomparable. Pourtant, le système de protection social date de bien avant l'après guerre et l'Etat et le patronat l'ont toujours « confisqué » afin de le contrôler. Lorsque la première république vote la loi Le Chapelier en 1791, l'objectif est de couper l'herbe sous le pied à toutes les formes d'organisations ouvrières autonomes comme par exemple la mutuelle des menuisiers où les ouvriers organisent déjà, dès 1760, le secours dans cette profession.

Tout au long du 19ème siècle, accompagnant l'ère de l'industrialisation, se développent des structures de solidarité et de

secours soit par les ouvriers eux-mêmes au sein des sociétés de secours mutuel soit par les grands patrons dans un esprit de paternalisme. Les premiers s'organisent pour que la garantie contre les accidents du travail et la misère ne soient plus du ressort de la charité bourgeoise alors que les second financent une partie de la prise en charge du secours afin de se garantir une main d'œuvre en bonne santé, donc productive, et attachée à l'usine. Cela génère une grande disparité de traitement selon la branche professionnelle et les patrons ne sont contraints à rien : ils ne participent financièrement que selon leur bon vouloir, jusqu'en 1898 où les accidents du travail deviennent obligatoirement à la charge des patrons.

En 1917 et 1932, l'Etat va prendre en charge la branche « famille » (allocations) mais encore une fois, ce n'est certainement pas dans un esprit de philanthropie mais dans le contexte d'une politique familiale et surtout nataliste peu émancipatrice pour les femmes.

Ainsi, l'ordonnance de 1945, instituant la Sécurité Sociale, a une dimension contra-

Le mythe du « trou de la sécu » : UN DÉFICIT ORGANISÉ

Le budget global de la sécurité sociale est d'environ 300 milliards d'euros par an et le déficit pour cette année est d'environ 22 milliards d'euros, soit « seulement » 7% ; celui de l'année 2010 est estimé à 30 milliards. Ce qui crée et creuse le déficit n'est pas tant l'augmentation des dépenses, mais plutôt la diminution des recettes.

En effet, les exonérations de cotisations sociales, à elles seules, représentent un manque à gagner de plus de 40 milliards d'euros. Ces multiples exonérations sont offertes aux patrons par le biais d'allègements fiscaux : baisse de la TVA dans la restauration (2,5 Milliards), suppression prévue de la taxe professionnelle (5 M), remboursements aux crédits d'impôts (2,5 M), soutien à l'investissement (4 M) et l'allègement des cotisations sociales (30 M). D'autre part, le déficit est causé aussi par la diminution de la masse salariale (augmentation du chômage), moins de salaires, c'est moins de rentrées liées aux cotisations salariales et à la CSG. Cette diminution est liée à la politique du patronat visant à augmenter la productivité en licenciant : on pressure les travailleuses et les travailleurs qui restent, en les payant moins tout en les faisant travailler plus, pour augmenter les profits. Rappelons que 40% des richesses créées sont volées par les capitalistes, un pourcentage en augmentation grâce à leur politique d'attaques sur les salaires et la sécu : A eux de payer !

Nath, Lyon

dictoire : c'est une avancée sociale car elle instaure une égalité de traitement pour l'ensemble des salariés à quelques exceptions près. Pour autant, elle n'est sûrement pas une innovation. En effet, elle s'inspire du système allemand instauré dans les années 1880 par Bismarck, qui, rappelons le, reste dans l'histoire comme LE représentant de l'autoritarisme étatique et l'instauration de la couverture sociale en Allemagne avait clairement pour but de contrecarrer un socialisme montant dans ce pays. Bref, cette Sécurité Sociale française, si elle a le mérite de couvrir une grande partie du monde des travailleurs signe également la mort des sociétés de secours mutuel. Ces structures ouvrières proches de l'autogestion, bien que très inégalitaires selon les branches professionnelles, regroupaient tout de même plus de 9 millions de membres en 1939. Cette main mise de l'État sur l'organisation de la solidarité face aux risques, tout en faisant une concession temporaire à la socialisation

des risques, va permettre d'attaquer les formes d'auto-organisation ouvrières. Dans le même temps, une fois cette auto-organisation liquidée, l'État peut engager une privatisation progressive des risques, permettant au patronat de récupérer ce que la lutte des classes lui avait arraché.

Ainsi, dès 1958 s'opère déjà une baisse des remboursements ; en 1960, l'État va prendre la gestion directe de l'organisme alors qu'il n'avait jusque là qu'un rôle de contrôle ; en 1967, ce sont les patrons qui obtiennent à leur tour une augmentation du nombre de leurs représentants dans la sécu... jusqu'à nos jours où est discuté le passage de 3 à 4 jours de carence en cas d'arrêt maladie.

Sur plus d'un siècle la question du secours et de la solidarité des ouvriers a été un champ de bataille idéologique, une gestion confisquée par l'État et les patrons afin de faire avorter les tentatives de structures de gestion directe par les travailleurs. Alors défendre la sécu, oui sans aucun doute, car c'est

refuser qu'on nous vole un peu plus des richesses que produit notre travail, car c'est affirmer la nécessaire solidarité face aux risques, la nécessité de la socialisation. Mais sans oublier que cet outil a été détourné progressivement par l'État et le patronat et qu'il n'est pas satisfaisant.

Contre le monopole de l'État, contre le pillage des patrons, d'autres organisations sont possibles !!

Souria, Lyon

A PROPOS DES PRIVATISATIONS

Le capitalisme et l'état sont deux frères siamois. Selon les périodes, l'état semble prendre l'ascendant sous une forme tutélaire (les années 30 en France) ou à d'autres moments il feint de s'effacer (depuis plus de 30 ans en France comme ailleurs) sous les coups de butoir du « néo-libéralisme ».

Il est convenu de retenir comme moment de grand basculement l'élection de Margaret Thatcher (son livre de chevet, c'est « La route de la servitude » du pape des libertariens Hayek). Elle marquerait le triomphe de l'idéologie néo-libérale.

Amorcée dans les années 30, le modèle d'une économie mixte avec fort interventionnisme étatique (constitution d'un vaste secteur public grâce auquel l'état se fait entrepreneur) a pris son plein essor à la fin de la seconde guerre mondiale à tel point que les notions de secteur public (constitué par les entreprises du même nom) et de service public sont amalgamées.

La Grande Bretagne a servi de locomotive. 30 ans plus tard, c'est en Grande Bretagne que la « réaction néo-libérale » démarre avant de faire le tour de la planète. En France, c'est Giscard qui incarnera ce virage.

C'est derrière ce genre d'analyses que se range toute la mouvance Syndicalo-Politico-Alternative (SPA) du moment. Sa nourriture favorite : Le Monde Diplo. Ce sont des analyses que nous pouvons, sans trop prendre de risque, faire nôtre. Sauf que nous, anarchistes, nous nous efforçons de ne pas pratiquer la feinte dissidence. Pour faire se lever la « multitude », la militance SPA développe un discours de protection des services publics (en amalgamant bien sûr service public avec secteur public) et de contestation des privatisations. A travers ce discours, ils enferment dans le giron de l'état ceux qui ont la faiblesse de les entendre et font en fait la promotion du STATU QUO. Examinons quelques « moments citoyens » récents et certaines de leurs trouvailles.

Les collectifs pour le NON à la constitution européenne :

C'est une pratique : la création de coquilles vides animées par des militants SPA et des égarés. C'est aussi un discours, pour partie, celui que nous avons évoqué plus haut. Ils n'existent que sur le terrain politico-médiatique et font figure de grand retour de LA politique.

Les collectifs locaux contre la privatisation de La Poste avec, au centre, un comité national :

S'ils sont une même coquille vide, ils sont surtout, par leur existence même, le symptôme de la situation du syndicalisme français. Sa longue agonie a fait place à un état de décomposition avancée. Prenant acte de leur totale impuissance à agir dans l'entreprise, certains syndicalistes appartenant à cette mouvance tentent de rebondir et s'investissent dans ces nouveaux lieux de stérilisation de la contestation.



Tramways collectivisés de Barcelone en 1936

La récente VOTATION pour un référendum sur la privatisation de La Poste :

Pour clore tous ces moments qui nous font vibrer (ex : mai 68), les prédécesseurs de la mouvance SPA ont utilisé toujours la même recette pour un retour au statu quo : la participation aux élections. La différence aujourd'hui est de taille. Désormais, l'insubordination de ces années de braises s'en est allée et on crée artificiellement du mouvement social auquel on présente le même débouché électoral.

L'invention de l'USAGER :

Mis en avant dans la lutte contre le démantèlement des services publics (étatiques) et contre les privatisations (donc en faveur du retour d'un état-entrepreneur), il y a l'usager.

C'est une invention de la mouvance SPA. L'usager des services publics n'existait jusqu'alors que dans le discours de l'état, dans son droit. Il s'agit alors de la façon de nommer les consommateurs des prestations,

marchandes le plus souvent, fournies directement ou indirectement par l'état. C'est l'état qui définit les besoins collectifs et la façon de nous les infliger. En résumé, quand tu paies ton ticket de bus, tu es un usager. Or, un usager est un petit être passif et sans parole (collective), juste un consommateur de biens collectifs, atomisé, comme le citoyen, une autre création étatique sous contrôle.

Il y a de temps à autres de petites révoltes qui tentent de dessiner de nouvelles conceptions des services/besoins collectifs et qui s'affranchissent des définitions étatiques (partagées par la mouvance SPA) : le mouvement des chômeurs de l'hiver 97-98, les collectifs de précaires ou non pour des transports gratuits... tentent de promouvoir des services collectifs autogérés.

Partisans irréductibles de la Révolution Sociale, nous ne nous écartons pas de notre projet révolutionnaire lorsque nous faisons la promotion de la gratuité des services publics. C'est alors en nous focalisant sur l'accessibilité à ces services, une façon de

subvertir la notion étatique de service public. Car dans les grands principes qui régissent « le service public à la française », il n'a jamais existé de principe de gratuité. Ce type de revendications permet d'établir un pont non pas avec les organisations réformistes mais avec des individus révoltés qui n'ont pas encore franchi le pas et fait leur la nécessité de la Révolution Sociale et libertaire.

Alors ? Ni privatisations, ni nationalisations, mais une gestion directe par leurs travailleurs et usagers d'organismes dispensant des prestations pour la satisfaction de besoins collectifs définis au préalable par nous tous et nous toutes.

Groupe Puig Antich

Pour contacter la Coordination des Groupes Anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/>

E-mail: secretariat@c-g-a.org

Secrétariat: CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

La CGA à Perpignan

Groupe Puig Antich (Secrétariat CGA)

2, rue Théodore Guiter

Ecrire à: C/O CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

E-mail: antich@wanadoo.fr

Permanence tous les samedis de 15 à 19 h

La CGA à Montpellier

Groupe Un Autre Futur

20, Rue Terral, 34000 MONTPELLIER

permanences le samedi de 15h à 19h

E-mail: groupe-uaf@c-g-a.org

La CGA à Toulouse

Groupe Albert Camus

36, Rue de Cugnaux, 31300 TOULOUSE

E-mail: groupe-albert-camus@c-g-a.org

Permanences le Mardi de 18h à 20h.

La CGA à Lyon

Groupe de Lyon,

Librairie la Plume Noire

19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon

Librairie ouverte du Mercredi au Vendredi de

17h à 19h, le Samedi de 15h à 19h.

E-mail: groupe-lyon@c-g-a.org

<http://www.laplumenoire.org/>

La CGA à Auch

Liaison Auch

écrire au secrétariat

La CGA dans la Cerdagne et le Capcir

Groupe Mata Negra

écrire au secrétariat

E-mail: matanegracga@yahoo.fr

La CGA en région Parisienne

Groupe de Seine-Saint-Denis

E-mail: liaison93@c-g-a.org

La CGA dans la Sarthe

Groupe du Mans

Permanence tous les samedis

de 14h30 à 17h, salle 10, 3ème étage

de la maison des associations

E-mail: cga72@no-log.org

La CGA dans le Nord

Groupe D'Anarchistes de Lille et Environs

GDALÉ c/o CCL

4 rue de Colmar, 59000 LILLE

E-mail: 1groupeanarlille@no-log.org

<http://lille.cybertaria.org/gdale>

La CGA dans le Haut-Forez

Groupe Haut-Forez

E-mail: cga.haut-forez@laposte.net

La CGA dans l'Aveyron

Liaison Aveyron

écrire au secrétariat

La CGA dans l'Aude

Liaison Carcassonne

écrire au secrétariat

La CGA dans l'Indre-et-Loire

Groupe de Tours

E-mail: cga.tours@gmail.com

La CGA dans le Calvados

Liaison El Quico Sabate

E-mail: elquicosabate@c-g-a.org

La CGA dans la Vienne

Liaison Poitiers

écrire au secrétariat

La CGA en Loire-Atlantique

groupe de Nantes

E-mail: cga.nantes@gmail.com

La CGA dans le Maine-et-Loire

liaison Saumur

écrire au secrétariat

La CGA dans le Loiret

Liaison Orléans

E-mail: orleans@c-g-a.org

CONTRE LA PRIVATISATION DE LA POSTE C'EST LA GRÈVE QU'IL FAUT VOTER !

La direction de La Poste et le gouvernement avaient annoncé au cours de l'été 2008 leur intention de privatiser le groupe La Poste avant l'ouverture totale à la concurrence du secteur en 2011. Le moyen prévu pour y parvenir était semblable à celui utilisé par le passé pour d'autres entreprises publiques comme France Télécom ou EDF-GDF, à savoir la création d'une société en action avec capitaux publics afin de faire sauter le verrou du statut de l'entreprise. Une fois ce verrou débloqué, le reste peut suivre, cotation en bourse, introduction de capitaux privés, jusqu'à, comme avec GDF-Suez, la fusion permettant la création d'une nouvelle entreprise. Cependant la crise des subprimes aux états-Unis suivie de la crise financière mondiale à l'automne 2008 a refroidi un peu l'empressement à légiférer pour introduire les services postaux en bourse. Le projet a donc été mis en suspens, en attendant une situation économique plus favorable, et politiquement plus stable. Les marchés financiers ayant, grâce entre autre à l'injection d'argent public, retrouvé le chemin de la spéculation rentable, le projet de transformer La Poste en société anonyme est de retour dans l'agenda gouvernemental depuis la fin du printemps et dans le calendrier parlementaire depuis octobre pour un vote définitif en décembre.

La privatisation des activités postales en France s'inscrit dans une politique bien plus large qui est celle de la libéralisation des marchés et de la privatisation des entreprises du secteur public à l'échelle européenne et mondiale. Elle s'inscrit aussi dans la logique de privatisation d'autres services, comme l'énergie, les télécommunications ou l'éducation. Cette vague de privatisation a été pensée et mise en route il y a plus de trente ans. Si l'activité postale a toujours été liée à l'état pour des raisons de contrôle stratégique évidentes, la période de la reconstruction après 1945 a été une période de nationalisation importante et a introduit la notion ambiguë de service public géré par l'État. Cette ambiguïté est issue d'un compromis fait par les classes dirigeantes pour répondre aux nouveaux rapports de force sociaux qui ont suivi la crise de 1929 et la 2^{ème} guerre mondiale. Ainsi les nouveaux rapports de force hérités de la lutte contre le fascisme auquel une partie de la bourgeoisie avait collaboré,

ont conduit à donner via les services publics des petits bouts de redistribution des richesses, mais contrôlés par l'état. Mais ils ont aussi servi les intérêts du capitalisme d'après-guerre en assurant des profits au capital par la construction par la collectivité des infrastructures aidant à son développement. A partir des années 60 et 70 la baisse du niveau de profit, liée aux luttes ouvrières puis aux chocs pétroliers, a donné la contre offensive libérale, par l'ouverture des marchés et les privatisations des services publics. Les gestionnaires politiques de droite comme de gauche ont commencé à libéraliser.

La privatisation de La Poste découle comme pour d'autres secteurs de cette logique, mise en concurrence de l'activité et privatisation. Le but étant d'ouvrir le marché pour capter les bénéfices liés à cette activité. C'est un enjeu, puisque la La Poste a un chiffre d'affaires supérieur à 20 milliards d'euros par an et a fait 2,5 milliards de bénéfices entre 2006 et 2008. Mais la privatisation d'un service public comme La Poste a en plus un but idéologique. Celui de promouvoir l'idée selon laquelle le marché serait le plus efficace pour organiser la société. Il faut donc moderniser l'entreprise. Cela s'est fait sur vingt ans, par touches successives. D'abord en 1989-91 avec la séparation des PTT en deux ; et le choix du statut d'Epic pour La Poste, lui permettant entre autre d'employer des travailleurs de droits privés. Ensuite, par l'ouverture graduée à la concurrence des activités jusqu'à l'ouverture totale en 2011, et enfin par le changement de statut de l'entreprise pour y faire face, selon le discours servi par la direction de l'entreprise et le gouvernement. A chaque fois, c'est l'état qui a été à la manœuvre pour organiser le démantèlement, montrant ainsi qu'il n'est pas un acteur neutre agissant pour le bien commun, mais un outil de domination au service du capital. Derrière les discours rassurants sur le thème de « ce n'est pas une privatisation », il s'agit clairement de faire un cadeau aux patrons.

Jusqu'à présent, les privatisations ont été faites par les gouvernements, sans trop de peine. Jospin a privatisé France Télécom en ne faisant face qu'à des journées de grève dans l'entreprise, sans soutien et mobilisation dans la société. Avec EDF-CGF Sarko a

fait de même, sans à avoir à affronter un vrai bras de fer avec les organisations syndicales du secteur. La privatisation de La Poste présente une autre configuration. En France les services publics sont un enjeu du débat politique sur les choix de société. La Poste est symbolique pour la population de ce qui reste de services publics – avec l'école et l'hôpital – et à travers la distribution du courrier les gens ont un rapport quotidien et humanisé de ce service qui le singularise par rapport à ses prédécesseurs. La période politique n'étant pas aux luttes d'ensemble ou offensives, la défense de ce qui reste de service public postal devient fédérateur. Les gens percevant instinctivement que c'est un recul social, fort de l'expérience d'autres privatisations qui ont conduit à l'augmentation des tarifs et à la dégradation des prestations. La situation est donc plus favorable pour empêcher le gouvernement de faire ce cadeau au capital. Bien sûr, un échec du gouvernement ne stoppera pas la libéralisation qui entraîne aussi une dégradation. De même la gestion étatique ne présente aucune garantie sociale. Mais même défensive, une lutte victorieuse donnerait des billes pour se battre aux salariés de La Poste.

L'opposition à la privatisation se construit autour de deux structures. Une unitaire syndicale de La Poste et un comité national réunissant 60 organisations dont les syndicats du secteur. Dans les faits depuis deux mois, c'est ce dernier qui fixe les orientations, palliant les difficultés d'avoir des positions syndicales offensives. La mobilisation a démarré entre la fin septembre et début octobre. D'abord par une journée de grève de 24H à La Poste qui a mobilisé un peu moins de 40% du personnel. Ensuite par l'organisation d'un vote appelé citoyen pour réclamer un référendum. Cette première étape fut un succès en demi teinte. Le niveau de grève du 22 septembre est loin d'être un échec, mais n'est pas non plus la déferlante qui ouvrirait sur une grève dure. La votation du 3 octobre, si elle est un succès en terme de participation – 2,2 millions de votants pour 10.000 points de vote - et d'outil pour rallier la population, est ambiguë. Elle reste sur le terrain institutionnel en demandant un référendum qui ne peut exister que par la bonne volonté du pouvoir sans se donner de moyen de l'y contraindre. Elle laisse penser qu'un simple mouvement d'opinion suffirait pour gagner, laissant désarmé face à la réalité de l'état qui n'a pas pour objet de réaliser

la volonté populaire, ni le bien commun. Cela s'explique par la réalité des forces politiques qui composent ce comité. Les suites de la mobilisation le montre nettement puisque les étapes suivantes confirment le même choix. Tous les leviers institutionnels sont proposés avant d'envisager, à la fin du débat parlementaire, la construction du rapport de force dans la rue par des manifestations. Coté syndical, les mêmes atermoiements risquent de conduire à la défaite. Là aussi la plupart des syndicats se contenteraient d'un mouvement d'opinion, sans construire un rapport de force effectif. La question d'une grève dure est bien à l'ordre du jour des débats de l'intersyndicale du 5 novembre mais a très peu de chances d'être retenue.

La privatisation étant un cadeau fait au capital, avec pour conséquence une dégradation des conditions de travail dans l'entreprise et une détérioration de l'accès pour les couches populaires, il est nécessaire d'y faire échec. Le moyen, c'est la grève qui bloque l'acheminement et paralyse les entreprises. Ce n'est pas la seule expression d'une opinion, mais la construction d'un rapport de force qui contraindra le gouvernement à reculer. L'enjeu est de le construire aussi dans la population en passant de l'expression d'une opinion à la lutte contre le projet de loi. Investir les espaces de luttes, de manifestations et favoriser le soutien concret de la population à la grève peut-être déterminant pour changer la donne. La grève peut devenir populaire comme le montre aujourd'hui le soutien apporté aux conflits locaux. A nous également de poser la question de la finalité. Car bien sûr la gestion étatique ne protège de rien, et le statut quo n'offre pas de réelles améliorations. D'autant que c'est l'état qui organise le modèle concurrentiel, la course à la rentabilité et l'exploitation des salariés du secteur. En tant qu'anarchistes, outre la défense des intérêts de classes immédiats, à nous de mettre en débat non pas la nationalisation chère aux courants étatistes de la gauche, mais la gestion directe des services postaux.

Stéphane, Groupe de Montpellier

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent? Vous souhaitez soutenir la **Coordination des Groupes Anarchistes**? Abonnez-vous!

Abonnement découverte: 1 numéro gratuit

Abonnement individuel d'un an: 8 € (plus si soutien), chèque à l'ordre de l'AAC

Abonnement de diffusion: 4 exemplaires de chaque numéro, 20€ par an

Dans tous les cas, envoyez vos coordonnées complètes à:

CGA, 36, rue de cugnaux, 31300 toulouse

Une version informatique est également disponible sur notre site Internet.

Infos et Analyses Libertaires

Journal de la

Coordination des Groupes Anarchistes

Directeur de la publication:

Edward Sarboni

Rédaction et administration:

C.E.S. BP 40 233

66002 Perpignan cedex

ISSN 07514530

Dépot légal 4^{ème} trimestre 2009

N° 80

Impression: 1 34, Toulouse